

Economie

Marisol Touraine est interpellée sur le risque de complexification du système de tarification Ehpad

Publié le 29/06/15 - 15h04 - HOSPIMEDIA

À quelques jours de la clôture des travaux sur la réforme de la tarification Ehpad, prévue ce 30 juin, les fédérations du secteur médico-social sont loin de clamer leur satisfaction, au contraire. Dans un [courrier](#) commun adressé le 18 juin au ministère de la Santé, la Fehap, la FHF, la Fnadepa, la **Fnaqpa**, l'Uniopss, l'Unccas, l'AD-PA et la Mutualité française enjoignent Marisol Touraine à redresser le tir sur des travaux qu'ils jugent peu conformes à leurs attentes.

Lancée en décembre 2014, la réflexion sur la réforme de la tarification des Ehpad n'a permis "*aucune lisibilité quant aux propositions du Gouvernement en ce qui concerne le sujet essentiel, à savoir, la tarification*", à en croire les fédérations. Si la généralisation et l'assouplissement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (Cpom) comptent au rang des éléments de satisfaction avancés par le secteur (lire ci-contre), le cœur de la problématique — modalités de gestion des contrats, moyens alloués et reste à charge — n'a de son côté fait l'objet d'aucune proposition ministérielle, malgré des "*demandes répétées*" de la part de ces dernières. Et de poursuivre : "*Aucune modification de la répartition des sections tarifaires n'a été étudiée, les propositions ne permettent pas d'envisager une amélioration de la prise en charge en soins ou de la gestion financière des établissements. Pire encore, les derniers échanges nous laissent clairement envisager une complexification du système et une augmentation du reste à charge pour les personnes âgées accueillies en établissement.*"

Soulignant par ailleurs l'absence de quelque étude d'impact que ce soit sur la question, les fédérations déplorent donc la mutation du travail de concertation annoncé en une "*phase de travail*" pure et simple. Au regard des réserves émises quant à l'issue de ces travaux, et malgré les contraintes budgétaires dont ils rappellent avoir "*parfaitement conscience*", les fédérations en profitent donc pour relancer le Gouvernement sur l'application du second volet de la loi Vieillesse. "*Nous restons convaincus, précise la missive, qu'une réforme plus importante reste à réaliser et à mettre en œuvre.*" Afin d'en persuader Marisol Touraine, les signataires de la lettre sollicitent donc un rendez-vous avec la ministre avec, au cœur de l'échange, la médicalisation et l'accompagnement à l'autonomie en Ehpad — "*absolument nécessaire*" — et le reste à charge des résidents et des familles, "*trop élevé*".

Agathe Moret